



# IMPACT DE LA COVID-19 ITÉRATION DE L'ENQUÊTE 3

Soutenu par



## PRINCIPALES CONCLUSIONS

Bien que la situation des entreprises s'améliore suite à la levée de l'état d'urgence sanitaire intervenue le 21 juillet, ce processus semble entravé face à des défis allant au-delà de la pandémie

**44%** des entreprises n'ont vu ni détérioration ni amélioration significative de leur environnement commercial depuis début août

**1,5** notent une amélioration, que 90% attribuent à l'assouplissement des restrictions

**56%** attribuent leurs défis «en partie» à la COVID-19, et 43% en totalité. Ceci reflète un changement de perception depuis début août (38% en partie, 54% en totalité)

Les chefs d'entreprises font face à des ventes en baisse alors que la COVID-19 continue d'affecter leurs approvisionnements et leurs opérations

**80%** des entreprises observent une baisse des recettes par rapport à la même période l'an dernier. 71% des entreprises concernées l'attribuent à une baisse des ventes.

**86%** signalent des problèmes de chaîne d'approvisionnement (contre 84% en juillet et 89% en août)

**80%** des entreprises doivent encore modifier considérablement leurs activités commerciales pour faire face à la pandémie (contre 100% lors de l'itération 1)

Les entreprises, et surtout les PME, ont encore besoin de soutien de la part du gouvernement car les mécanismes d'aide actuels mettent du temps à atteindre les entreprises qui en ont besoin

**1%** des entreprises ont déclaré recevoir un soutien du gouvernement, bien qu'une entreprise sur cinq ait demandé de l'aide au début du mois d'août

**2%** des entreprises déclarent ne pas avoir besoin d'aide pour le moment, contre 9% lors de l'itération 1

**43%** des petites entreprises ont besoin d'un soutien financier ou d'un allègement de la dette et 22% s'inquiètent du paiement de leurs dettes (contre 12% en moyenne pour l'ensemble des entreprises)

Dans cette itération, nous passons en revue l'impact de la pandémie sur deux secteurs cruciaux de l'économie de la RDC : l'exploitation minière et l'agriculture.<sup>1</sup>

1. La dernière (troisième) itération de l'enquête a eu lieu entre le 24 août et le 10 septembre et 201 entreprises ont été interrogées.

## À PROPOS DE L'ÉTUDE

Bien que de nombreuses restrictions nationales aient maintenant été levées, la pandémie de la COVID-19 a toujours un impact significatif sur l'économie de la République démocratique du Congo (RDC). Les faibles niveaux actuels de demande pour les principales exportations telles que le cobalt ne devraient pas se redresser avant 2021 au plus tôt, ce qui signifie qu'il y a peu de chances de reprise économique rapide, et le produit intérieur brut (PIB) devrait chuter de 2 à 3% cette année. Les entreprises ont donc besoin du soutien du gouvernement pour minimiser les effets négatifs de cette crise. Cette étude vise à fournir une analyse et des recommandations, élaborées grâce à la contribution directe des chefs d'entreprise du pays, pour appuyer la prise de décisions fondées sur des données probantes sur l'effet des décisions politiques prises jusqu'ici et sur les mesures supplémentaires susceptibles de répondre aux besoins des entreprises.

L'étude est un partenariat entre ELAN RDC et la Fédération des Entreprises du Congo (FEC). L'enquête initiale de la FEC de

mai 2020 sur les effets de la pandémie de la COVID-19 sur les activités économiques en RDC a été bien accueillie. Cette nouvelle étude comprend de légères modifications à l'enquête de mai 2020 et sera réalisée huit fois. Elle comprendra des informations sur plus de 200 entreprises de divers secteurs, tailles et localisation spatiale sur une base bi-hebdomadaire pour comprendre les défis en constante évolution. Le programme se déroulera sur 20 semaines de juillet à décembre 2020. Les résultats de la dernière itération de l'enquête menée entre le 24 août et le 10 septembre 2020 sont disponibles en téléchargement [ici](#). Ce rapport, également disponible en anglais, fait suite à des publications antérieures accessibles [ici](#). La publication de chaque cycle de résultats est accompagnée d'un briefing commercial (voir ci-dessous) se concentrant sur les défis particuliers auxquels les entreprises sont confrontées. Dans cette itération, nous parlons aux chefs d'entreprise des secteurs minier et agricole pour comprendre les problèmes spécifiques et les perspectives de reprise dans ces deux industries cruciales de l'économie de la RDC.

## FOCUS SECTORIEL: AGRICULTURE IMPACT DE LA COVID 19 SUR LE SECTEUR AGRICOLE

L'agriculture est un élément central de l'économie de la RDC. Selon l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 75% de la population de la RDC dépendent de la production agricole pour leurs revenus; cependant, le secteur a souvent eu du mal à réaliser son potentiel. L'Agence nationale pour la promotion des investissements (ANAPI), une organisation financée par le gouvernement chargée de stimuler les investissements dans le pays, estime que - si des pratiques agricoles modernes étaient adoptées - la RDC devrait être en mesure de nourrir 2 milliards de personnes (plus de vingt fois sa population actuelle). Cependant, à ce jour, le pays importe chaque année de produits alimentaires d'une valeur de 1,5 milliard de dollars. Les défis auxquels le secteur est confronté incluent notamment un manque d'investissement dans les infrastructures de base, une insuffisance de financement, une non insertion de la production agricole dans une approche intégrée de chaînes de valeur et l'instabilité - en particulier dans l'est de la RDC - qui empêche un accès fiable aux terres nécessaires à la production agricole.

La COVID-19 a accentué ces difficultés, en particulier dans le secteur informel, qui représente près de 90% de toute la production agricole du pays. Ces opérations sont de petite échelle, en grande partie subsistantes et dominées par l'emploi non codifié, la propriété et les relations commerciales. Pendant l'état d'urgence (mars-juillet 2020), les restrictions de mouvement obligatoires aux niveaux national et provincial ont limité l'accès des travailleurs agricoles à leurs champs, ce qui a empêché la récolte et l'entretien des cultures plantées. De plus, avec la fermeture des marchés, les agriculteurs n'ont pas été en mesure de vendre leurs produits et d'acheter les intrants nécessaires à la production future (par exemple, des semences et des outils). Cela a conduit à une augmentation immédiate des prix. Le réseau du système d'alerte précoce contre la



famine (FEWS NET) a signalé une augmentation de 80% des prix du maïs à Kinshasa entre février et juillet 2020.

À moyen terme, cette perturbation est susceptible d'avoir des impacts importants: les agriculteurs incapables de planter des cultures de remplacement entre mars et juillet 2020 n'auront aucun produit à récolter plus tard cette année. Cela a conduit la FAO à estimer que les prix alimentaires globaux augmenteront de 14% en 2020 dans le pays.

## ENTRETIEN AVEC MONIQUE GIESKES

MEMBRE DU CONSEIL ET MEMBRE DU COMITÉ D'AUDIT DE FERONIA INC.

Mme Gieskes a parlé à Beth Warne, de l'Economist Intelligence Unit, de l'impact de la COVID-19 sur les entreprises et le secteur agricole en général. Feronia Incorporated est une entreprise agroalimentaire spécialisée dans la production d'huile de palme. Le siège social en RDC est basé à Kinshasa avec des activités à Lokutu, Yaligimba et Boteka.

### **Premièrement, comment l'épidémie de COVID-19 a-t-elle eu un impact sur votre entreprise?**

La COVID-19 a provoqué de graves perturbations dans nos opérations. Notre siège social est à Kinshasa et nous sommes habitués à déplacer des personnes vers chacune de nos plantations dans des régions reculées de la RDC en continu. En raison de la fermeture des frontières entre les provinces, ce mouvement de personnes a dû cesser. Les gens des provinces étaient coincés là-bas et ceux de Kinshasa ne pouvaient pas partir pour prendre la relève. Même maintenant, après la fin de l'état d'urgence, nous devons effectuer le test COVID-19 pour chaque personne qui se rend vers une plantation. En raison de l'éloignement des sites, cela peut prendre jusqu'à une semaine pour obtenir des résultats, ce qui signifie que les retards se poursuivent. Le système de transport fluvial a été crucial. Sans cela, nous n'aurions pas été en mesure de déplacer les produits du domaine ou de nous procurer des fournitures vitales (y compris de la nourriture et des soins de santé) de Kinshasa ou ailleurs là où ils étaient nécessaires.

### **Pensez-vous que ces perturbations sont susceptibles d'avoir des impacts à plus long terme?**

Oui, au moins pour les 3-6 prochains mois, car nous risquons d'avoir davantage de retards dans les projets stratégiques. Par exemple, nous construisons une usine de broyage sur l'un de nos domaines, ce qui nécessite une expertise et des équipements en provenance du monde entier. Nous ne pourrions pas terminer le projet tant que les frontières avec les principaux pays partenaires en Europe, en Asie et dans le reste de l'Afrique restent fermées. Ce retard aura un impact sur nos résultats pour le prochain trimestre. Cela dit, dans l'ensemble, le secteur agricole se montre résilient. Nous fournissons une nécessité de premier ordre - la nourriture - et par conséquent, la demande sera toujours là. La baisse des importations devrait contribuer à la reprise. Il y aura plus de demande pour les biens produits dans le pays.

### **Qu'a fait votre entreprise pour protéger les employés pendant cette période?**

Comme les personnes travaillant sur les domaines ne se trouvaient pas dans des zones très touchées, notre priorité pour eux était de mettre en place des programmes d'hygiène pour empêcher la maladie d'atteindre ou de se propager dans ces zones. Heureusement, de nombreuses personnes en RDC ont tiré des leçons de l'épidémie d'Ebola et sont enclines et prêtes à se conformer aux nouvelles règles. Nous avons installé plus de stations de lavage des mains et rajouté des

niveaux sûrs de chlore dans l'eau. Ces nouvelles mesures ont été combinées à une vaste campagne de communication à tous nos travailleurs, parlant de ce qu'ils devraient faire pour se protéger et des mesures que l'entreprise entreprenait pour les protéger. Jusqu'à présent, personne n'a contracté la COVID-19.

À Kinshasa, où la maladie était déjà répandue, nous avons dû agir différemment pour protéger les employés. Nous n'avons pas pu utiliser le bureau pendant un certain temps et avons commencé à fournir une assistance en continu afin que les gens puissent appeler à tout moment et joindre quelqu'un en cas de problème. Les médecins ont organisé des ateliers, non seulement destinés aux employés, mais pour les aider à savoir quoi faire même si leurs amis ou leur famille tombaient malades. Nous avons également fourni un véhicule spécialement désinfecté pour aider les gens à se rendre à des rendez-vous urgents.

### **Comment le secteur a-t-il globalement répondu?**

Nous avons positivement constaté à quel point les gens se sont rassemblés dans notre industrie pour s'entraider pendant cette période difficile. Par exemple, Feronia a été ouverte et publique sur les mesures que nous prenons et d'autres entreprises ont fait de même. Cette transparence nous a aidés à apprendre les uns des autres sur ce qu'il y a de mieux à faire et à faire en sorte que les gens du secteur se sentent soutenus.

### **Comment le gouvernement a-t-il aidé à soutenir le secteur pendant cette période?**

Pour nous, la suppression de la perception de la TVA a été d'une grande aide et a contribué à protéger les producteurs locaux des fluctuations des prix internationaux (les prix ont été très déprimés pendant quelques mois) dont nous avons été témoins au début de la pandémie. De plus, les directives sur l'emploi étaient bonnes pour nos effectifs - sachant qu'ils ne seraient pas licenciés pendant cette période - ce qui les a aidés à les rassurer sur leur sécurité d'emploi. Nous ne nous attendons pas à de nombreuses pertes d'emplois liées à la COVID-19 pour le moment, du moins dans notre secteur, car certaines des perturbations sont en train de passer et, comme mentionné précédemment, la demande pour nos produits est forte. La protection de l'approvisionnement alimentaire, en particulier pour les zones plus rurales, est également importante. L'agriculture est une industrie à forte intensité de main-d'œuvre et s'assurer que les habitants de nos domaines aient accès à la nourriture était une préoccupation majeure au début de la pandémie - cependant, nous sommes reconnaissants que les pénuries que nous craignons ne se soient pas matérialisées.

Dans l'ensemble, en tant que pays, nous devons nous préparer à la possibilité d'une deuxième vague et veiller à ce que davantage de ménages à faible revenu soient protégés - surtout s'il y a un autre verrouillage.

## FOCUS SECTORIEL: EXPLOITATION MINIÈRE IMPACT DE LA COVID19- SUR LE SECTEUR MINIER

Selon la Banque Centrale du Congo (BCC), l'exploitation minière en RDC représentait 32% du PIB et 95% des recettes d'exportation en 2018 (dernières données disponibles). Le pays est le plus grand producteur et exportateur de cobalt au monde et le plus grand producteur et exportateur de cuivre en Afrique subsaharienne. Compte tenu de l'importance du secteur pour l'économie, de nombreuses mines sont restées ouvertes pendant la pandémie. Certains travailleurs vivaient en confinement obligatoire dans les mines, et les exportations minières n'étaient pas soumises aux mêmes restrictions que d'autres secteurs au plus fort du verrouillage.



Bien que cela ait atténué les effets de la pandémie, le ministre des Mines, Willy Kitobo Samsoni, estime que la réduction de l'activité, les retards dans les nouveaux investissements et la baisse des prix des minéraux (bien que les prix du cuivre aient commencé à rebondir en juillet 2020) diminueront les revenus miniers en 2020. La baisse des revenus miniers affectera négativement le PIB de la RDC et les recettes publiques, qui sont déjà soumises à des dépenses plus élevées pour la réponse sanitaire et socio-économique à la pandémie. A plus long terme, le président de la Chambre des Mines de la FEC, Louis Watum, anticipe une augmentation des fusions et acquisitions dans le secteur car de nombreuses mines plus petites, plus endettées et moins liquides sont contraintes de vendre des participations dans leur entreprise à une valeur réduite à la grands acteurs .

La COVID-19 a également affecté le déploiement de l'une des initiatives phares du gouvernement pour le secteur minier: le Code minier. Cette politique, annoncée en 2018, oblige les exploitants miniers à rapatrier 60% des recettes d'exportation sur un compte en banque logé en RDC dans les 15 jours suivant la vente et interdit les exportations

de concentrés minéraux, exigeant que les minerais soient plutôt raffinés avant l'exportation . Le Code minier vise à encourager le développement d'éléments à plus forte valeur ajoutée de la chaîne d'approvisionnement des matières premières. Cependant, selon Bloomberg, une grande partie du développement de l'infrastructure nécessaire pour soutenir le raffinement a été interrompue en raison des restrictions sur les activités de construction . En août, le gouverneur de la BCC, Deogratias Mutombo, a appelé les exploitants miniers qui ne le font pas, à rapatrier leurs revenus conformément au code minier. Il a imputé la dépréciation du franc congolais en partie à un manque de rapatriement des revenus par certains opérateurs miniers.

D'autres projets gouvernementaux, tels que le lancement de l'Entreprise Générale du Cobalt (EGC), une entreprise d'État (SOE) qui achètera tout le cobalt extrait de manière informelle ou par des mineurs artisanaux pour les protéger des fluctuations de prix (voir l'interview ci-dessous), ont été également interrompu pendant l'état d'urgence. Cependant, l'EGC devrait maintenant devenir opérationnel à un moment donné ce mois-ci et commencer à faire ses premiers achats plus tard cette année.

### ENTRETIEN AVEC JOHN NSANA KANYONI

MANAGING DIRECTOR CHEZ METACHEM SARL ET MANAGING DIRECTOR CHEZ TEMBO POWER DRC

M. Kanyoni s'est entretenu avec Beth Warne et Amika Moser, de l'Economist Intelligence Unit, de l'impact de la COVID-19 sur le secteur minier en RDC et de ce que les dernières initiatives politiques signifient pour mieux reconstruire l'industrie après la pandémie.

**Comment pensez-vous que la COVID-19 a eu un impact plus large sur votre entreprise et le secteur minier en RDC?**

Même avant que la pandémie ne frappe la République démocratique du Congo (RDC), le ralentissement de l'économie chinoise avait déjà un impact sur le secteur minier. Les exportations vers la Chine sont un marché clé en RDC et le manque de demande y a été un problème tout au long du début de cette année. Les entreprises chinoises contrôlent près de 70% du portefeuille de l'industrie minière, notamment dans les provinces de Lualaba et du Haut-Katanga. Lorsque la crise a frappé ici, les restrictions sur les importations et les

exportations ont aggravé les problèmes du secteur avec la perturbation des chaînes d'approvisionnement. Si l'activité dans le secteur commence à revenir maintenant, il est encore trop tôt pour juger de l'ampleur réelle des impacts négatifs. Des restrictions restent en place dans les pays voisins, mais heureusement, la Tanzanie et le Mozambique ont permis la poursuite du flux de marchandises, ce qui a aidé l'industrie minière de la RDC.

**Pendant la pandémie, quelles mesures les entreprises et le gouvernement ont-ils pris pour protéger le secteur minier?**

Tout au long de la crise, le secteur a évité de cesser complètement ses activités - certains employés restant sur place tout au long de la période - malgré les faibles taux de production. De plus en plus d'employés commencent à revenir maintenant, mais il existe de nombreuses différences dans la façon dont les gens travaillent. Les entreprises tentent d'équilibrer les nouvelles

procédures gouvernementales avec les demandes du secteur. Certaines mesures politiques, telles que la réduction de la TVA, ont joué un rôle crucial dans la protection des entreprises à court terme et nous devons maintenant travailler à nouveau ensemble pour trouver de nouvelles mesures nécessaires dans cette phase de la pandémie. Les deux parties doivent faire preuve de créativité dans la recherche de solutions pour s'adapter à ces nouvelles réalités, qui iront au-delà des mesures purement fiscales.

**Avant la pandémie, il y avait de nombreux mouvements politiques dans le secteur minier, quel est le rôle d'initiatives comme le Code Minier et l'Entreprise Générale de Cobalt dans ce nouvel environnement?**

Les deux nouvelles politiques législatives restent pertinentes. Avec le Code Minier (voir ci-dessus pour plus de détails), que j'ai participé à élaborer; il est trop tôt pour juger de son efficacité. Certaines entreprises continuent de soulever les clauses de stabilité concernant les régimes fiscaux, les douanes et les alignements bancaires. Ces questions doivent être clarifiées pour créer de nouvelles opportunités de faire des affaires dans le cadre de cette politique. Le gouvernement a actuellement beaucoup à traiter, mais ces questions doivent être clarifiées en même temps que des défis tels que les dettes de TVA impayées envers le secteur.

Sur l'Entreprise Générale de Cobalt (EGC - voir ci-dessus), EGC augmentera les revenus de cette entité publique tandis que 20% du cobalt de RDC est artisanal, cela contribuera à

réduire le problème du travail des enfants, à résoudre les problèmes de sécurité et d'environnement. Pour le moment, seule une petite minorité de personnes en RDC ont un emploi formel et cette tendance est claire également dans le secteur minier. Ce que l'EGC va faire, c'est aider à formaliser la chaîne d'approvisionnement du cobalt de bout en bout. Ce processus apportera une plus grande transparence aux opérations et aidera à faire en sorte que chacun obtienne un juste prix pour ce qu'il produit. Cela pourrait également s'avérer être une source de revenus clé pour le gouvernement à l'avenir.

**Pensez-vous que le secteur minier en RDC a le potentiel de sortir plus fort de cette crise?**

Oui, la RDC possède certains des meilleurs potentiels miniers au monde et le secteur reste le moteur de l'économie de la RDC. Ce que nous avons l'opportunité de faire maintenant, c'est de reconstruire en mieux en utilisant cette période comme une chance de nous recentrer sur les défis structurels qui persistent, non seulement dans notre secteur mais dans l'économie de la RDC dans son ensemble. L'un des défis critiques est l'énergie; l'exploitation minière a besoin d'un approvisionnement fiable en électricité qui n'est toujours pas présent dans de nombreuses régions de la RDC. Investir dans le réseau national aiderait également d'autres parties de l'économie à se développer. De plus, je pense que la crise a été un véritable signal d'alarme sur le fait que nous dépendons de quelques marchés d'exportation clés pour maintenir la croissance économique - nous devons être prêts à nous diversifier pour avoir une plus grande stabilité globale.



Pour plus d'informations sur la méthodologie de l'enquête ou si vous souhaitez contribuer à cette étude, veuillez contacter M. Bertin Muderhwa :

E-mail : [b.muderhwa@fec-rdc.com](mailto:b.muderhwa@fec-rdc.com)

Téléphone : +243823678354

Ce programme de recherche est soutenu par UKAID à travers le programme de développement du secteur privé ELAN RDC.